

DISCOURS SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

L'Hon. R. F. STOCKWELL

Trésorier de la Province

A

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE QUÉBEC

le 9 février 1933



1933

DISCOURS SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

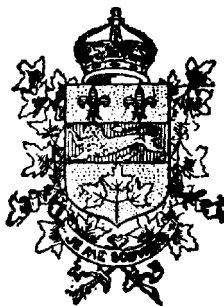
L'Hon. R. F. STOCKWELL

Trésorier de la Province

A

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE QUÉBEC

le 9 février 1933



1933

DISCOURS SUR LE BUDGET

M. l'Orateur,

En commençant ce discours qui est mon premier sur le budget, je veux d'abord parler de mon prédécesseur immédiat comme trésorier, l'honorable L.-A. Taschereau, premier ministre de la Province. On loue, de tous côtés, son énergie remarquable et son dévouement inlassable envers notre province. Quel actif n'a-t-il pas constitué pour sa province natale! Sa grande intelligence, sa prévoyance et son habileté comme administrateur le placent aujourd'hui, dans la vie publique du Canada, au rang de nos premiers hommes d'état. Je cite sa carrière et sa vie de dévouement au devoir, comme exemple idéal et digne de servir d'émule à tous nos concitoyens et surtout à notre jeunesse. La position à laquelle il est parvenu est la juste récompense du mérite.

Comme trésorier, son mot d'ordre fut "l'économie" et la sagesse de cette politique saute aux yeux de tous, surtout au cours des temps difficiles auxquels doit faire face l'univers entier.

Il m'a confié le même flambeau, que j'ai accepté avec empressement, parce que je constate que ce mot d'ordre constitue la seule bonne politique qu'il faut poursuivre en ces temps troublés. Notre premier ministre et la province peuvent être assurés qu'à tous les points de vue, je donnerai mon appui à la politique de la plus stricte économie possible et il me fait grand plaisir de savoir que mes autres collègues son imbus de la même résolution.

Ma nomination au poste de trésorier provincial est une marque de grande considération pour le comté de Brome que j'ai l'honneur de représenter en cette Chambre, pour les cantons de l'Est où se trouve ma résidence et pour la minorité protestante de cette province, en général. Elle constitue un geste bienveillant ainsi qu'une reconnaissance de la minorité et elle est de nature à confirmer et à cimenter davantage la bonne entente qui existe entre toutes les classes de cette province. C'est la raison pour laquelle ma nomination a été accueillie si favorablement par la presse de notre province,—presse de toutes les nuances politiques,—et par toutes les races. Permettez-moi, M. l'Orateur, de remercier la presse des articles bienveillants qu'elle a publiés au sujet de ma nomination.

Avant que je soumette à la Chambre les opérations financières de la Province, pour l'année terminée le 30 juin, 1932, veuillez me permettre, M. l'Orateur, de résumer brièvement, et tel qu'il m'apparaît, l'état de choses existant.

L'agriculture.—La valeur totale de tous les produits agricoles de 1932, en cette province, ne diffère pas beaucoup de celle de l'année précédente. Si l'on tient compte du fait que les prix des produits de l'agri-

culture ont diminué, pendant la même période, les résultats obtenus démontrent que la production a beaucoup augmenté et l'aide, que le département de l'agriculture de notre Province a accordée à la classe agricole, produit des effets qui se manifestent par une culture plus scientifique et la diminution du coût de production. Cependant, les prix de tous les produits de la ferme sont actuellement dans une dépression alarmante. La disproportion qu'il y a entre la liste des prix du détail, pour les choses qu'un cultivateur doit acheter, et le prix qu'il reçoit pour ses produits, est incontestablement trop grande. Si l'on prend 1926 comme une année normale, la liste des prix du détail a diminué d'à peu près 16%, alors que la diminution, quant aux produits agricoles, excède 50%. Cela démontre combien peu élevés sont les moyens d'achat des classes agricoles et, à mon avis, tant que cette disproportion n'aura pas notablement diminué, aucune amélioration réelle des conditions économiques, en général, ne sera possible en Canada. Lorsque les prix des produits agricoles se rapprocheront davantage des prix du détail, nous pourrons proclamer l'aurore d'une tendance décisive vers un meilleur état de choses et, s'il s'établit un équilibre entre ces deux prix, puis s'ils subissent une hausse simultanée, le progrès s'effectuera suivant une direction parfaite et la prospérité deviendra encore une fois pour tous une chose assurée.

Les forêts.—L'exploitation forestière a manqué notablement d'activité et cela provient en grande partie de l'état instable dans lequel se trouve l'industrie de la pulpe et du papier en cette province. Cette industrie est intimement liée et subordonnée à l'agriculture. L'une fortifie l'autre et on peut affirmer avec certitude que, si l'on pouvait maintenant faire reposer l'exploitation forestière sur des bases normales, le chômage disparaîtrait virtuellement de notre province, en dehors des grandes villes.

Développement hydro-électrique.—La marche s'en est ralentie, par suite de l'état de choses en général, mais il s'est relativement bien maintenu, grâce aux demandes qu'ont provoquées la marche progressive de la civilisation ainsi que l'efficacité et le coût peu élevé de la production.

Les mines.—Elles demeurent l'un des aspects les plus brillants de la vie économique de la province. L'augmentation de la production de l'or nous a, dans le Canada en général, procuré une grande force de résistance et les promesses d'extractions minières considérables que nous fait la présente année donnent du coloris à un horizon qui, par ailleurs, paraît encore sombre et alarmant.

Malheureusement, l'exploitation des mines d'amiante et de cuivre a été notablement restreinte, par suite de la diminution de la demande et d'une concurrence déraisonnable. Cette concurrence, quant à l'amiante, est subordonnée aux éléments suivants:—

- (a) Emploi plus considérable de minerais inférieurs;
- (b) Bas prix de la main-d'œuvre, dans les mines de l'Afrique méridionale, inférieur à celui que permettent nos taux réglementaires;

- (c) **Le chiffre qu'atteint la production de la main-d'œuvre à l'état d'esclavage, dans les mines de la Russie, et la politique de cette dernière, qui consiste à déverser son amiante sur les marchés du monde, à vil prix et sans tenir compte du coût de la main-d'œuvre.**

Les manufactures.—Dans les grandes industries, la production est minime, bien que l'industrie textile,—en ce qui regarde les choses nécessaires—ait maintenu un rendement considérable.

Assurance-vie.—L'instinct de protection s'est ravivé, chez l'homme, par suite des expériences des trois dernières années. La tendance du public à se protéger et à faire des placements solides, a produit des résultats qui se maintiennent fort bien dans toutes les branches de l'assurance.

Placements.—La tendance qu'a le public à montrer plus de prudence dans ses placements se constate par la manière dont il acquiert les solides obligations du Dominion, des Provinces et des municipalités. Espérons que l'habitude, devenue presque universelle chez toutes les classes, de spéculer en achetant des actions ordinaires à des prix que ne justifie pas leur produit et calculés sur une augmentation de valeur qui ne saurait jamais être atteinte dans un demi-siècle, a enfin cessé.

Cette Chambre et le public se rappellent qu'un de mes plus distingués prédécesseurs, l'honorable Jacob Nicol, dans l'exposé budgétaire qu'il fit du siège que j'occupe maintenant, le 29 janvier, 1929, (à l'apogée de la hausse), mettait le public en garde contre l'orgie alors manifeste de la spéculation et, à l'appui de son avertissement, il citait plusieurs autorités et invoquait l'histoire—mais le public, enivré de ses succès éphémères, n'était pas disposé à suivre son avis et ses sages conseils.

Le tourisme.—Ce genre d'affaires important, qui rapporte des millions de dollars à notre province, a été quelque peu atteint par la dépression, mais il reste encore l'une des principales sources de richesses. Il a, dans ces temps difficiles, exercé une influence reconfortante, en aidant directement nos cultivateurs à vendre leurs produits ainsi qu'en favorisant nos hôtels, nos commerçants et nos manufactures. Les résultats justifient les sages dépenses faites par la Province dans l'exécution de son programme de bons chemins, qui sont maintenant devenus un véritable actif pour la Province, en produisant des revenus imperceptibles, mais considérables, et en augmentant le confort dont ils permettent à notre peuple de jouir. Ils ont porté les marchés de la province jusqu'au seuil, pour ainsi dire, du premier producteur.

L'inflation.—Une importante controverse concernant les mérites ou les mauvais côtés de l'inflation, passionne actuellement tout le Canada.

On ne conçoit pas comment des profits éventuels pourraient contrebalancer la mise en péril des capitaux et des intérêts dus et payables en monnaie des États-Unis. Au cours de l'année dernière, la Province d'Ontario a dû faire face à des frais additionnels provenant du taux de change de New-York et s'élevant à \$2,330,000.

Malheureusement, ces frais de change sont, en grande partie, devenus exigibles immédiatement après l'emprunt de \$35,000,000., du gouvernement du Dominion. Que cette transaction ait pu, ou non, constituer une inflation, (la question est fort discutable), Wall Street a jugé à propos de la considérer comme telle, parce que le change des États-Unis s'est élevé de 8 à 18, presque en même temps que la chose a été découverte, et elle a eu pour effet d'occasionner alors des frais additionnels considérables à toutes les Provinces. Le gouvernement du Dominion aurait dû, longtemps d'avance, prévenir les Provinces qu'il ferait cette expérience et elles auraient pu à temps acheter des valeurs des États-Unis, pour éviter des pertes énormes.

Nous nous sommes pendant longtemps hautement enorgueillis de limiter les dépenses de la Province de Québec à ses moyens, et ça été presque une tradition pour nous. Pendant au-delà de trente ans, sans interruption, notre revenu ordinaire a pourvu aux services publics et aux dépenses générales du gouvernement et un surplus a été reporté et affecté aux dépenses au compte du capital pour travaux permanents, tels que barrages, édifices publics, routes, ponts, etc., et cela a eu pour effet d'éviter une forte augmentation de la dette publique.

Même pendant les deux périodes d'année fiscale qui ont suivi la débacle financière de 1929, cet état de choses s'est continué, pour notre plus grand bonheur, malgré les demandes toujours croissantes de dépenses additionnelles de toutes sortes, pour aider les chômeurs, les municipalités et les affaires en général.

L'année fiscale terminée le 30 juin, 1932, et dont je vous donnerai les résultats au cours du présent exposé, n'a vu aucune diminution de ces demandes; elles ont plutôt augmenté d'intensité et je n'hésite pas à affirmer qu'en face des déficits, variant de centaines de millions à plusieurs millions de dollars, qui ont été annoncés par presque tous les gouvernements fédéraux, provinciaux, les états et les grandes municipalités du continent de l'Amérique du Nord, sans parler du reste de l'univers, personne en cette Assemblée ne devrait être surpris, ni critiquer plus qu'il ne faut sa Province, si je déclare que, pour la première fois depuis trente-quatre ans, votre trésorier doit annoncer un déficit dans les revenus ordinaires destinés à solder les dépenses ordinaires de l'année fiscale terminée le 30 juin dernier.

Les prévisions de l'année fiscale terminée le 30 juin, 1932, soumises par mon prédécesseur à ce ministère, étaient les suivantes:—

Recettes ordinaires prévues.....	\$ 38,895,286 57
Dépenses ordinaires prévues.....	38,736,499 76
Surplus probable.....	\$ 158,786 81

Ces chiffres représentaient un calcul serré et il en résulte évidemment que toute dépense additionnelle imprévue, ou encore toute recette non perçue, pouvait conduire à des chiffres contraires au résultat désiré, les conditions actuelles ayant une tendance défavorable à toute augmentation des revenus.

Au printemps de 1932, il devint évident que les recettes prévues ne seraient pas atteintes: elles furent de presque \$2,000,000.00 inférieures au but à atteindre et ce résultat, mis en ligne de compte avec une réduction d'à peu près \$1,200,000.00 dans les dépenses ordinaires, a changé notre surplus prévu de \$158,786.81 en un déficit de \$584,708.61. Cependant, il vaut la peine de noter que, pendant cette même période, la Province a mis de côté, à même ses revenus ordinaires, la somme de \$1,309,248.01, à titre de contributions additionnelles aux fonds d'amortissement créés afin de racheter la dette publique de la Province.

La politique adoptée par le gouvernement, il y a quelques années, et qui consiste à créer des fonds d'amortissement complets pour tous les nouveaux emprunts, constitue un fait qui a puissamment contribué à l'excellence de notre crédit.

On entend, chaque année, à la Chambre des Communes d'Ottawa, des discours insistant sur l'adoption de cette politique et nos voisins d'Ontario ont, il y a quelques années, demandé l'avis d'une commission de financiers et de comptables pour provoquer l'adoption de cette politique.

Les sommaires des résultats sont les suivants:—

Revenus ordinaires (autres que les revenus au compte du capital, fonds en fidéicommiss, dépôts, etc.).....	\$ 36,941,020	36
Dépenses ordinaires (autres que les dépenses au compte du capital, fonds en fidéicommiss, etc.).....	37,525,728	97
Excédent des dépenses ordinaires sur les revenus ordinaires	584,708	61
Recettes au compte du capital et autres recettes.....	31,346,700	04
	30,761,991	43
Dépenses au compte du capital et autres dépenses.....	33,992,519	87
Excédent du total des dépenses sur le total des recettes...	3,230,528	44
Argent en banques, le 30 juin, 1931.....	3,074,047	42
	156,481	02
Mandats autorisés mais non payés:		
30 juin, 1932.....	\$ 6,297,428	74
30 juin, 1931.....	3,098,639	27
	3,198,789	47
Argent en banques, le 30 juin, 1932.....	\$ 3,042,308	45

Les détails de ces recettes et de ces dépenses se trouvent dans les comptes publics qui ont déjà été produits en cette Chambre.

L'état suivant vous fera connaître nos revenus et nos dépenses sous forme de pourcentages:

1931-1932 REVENU

Subside du Dominion.....	6.67	
Loi des liqueurs alcooliques (compte de la vente).....	18.68	
Terres et forêts.....	10.46	
Loi des véhicules-automobiles.....	14.28	
Droits et honoraires, gazoline.....	13.83	63.92
<hr/>		
Droits sur les successions.....	10.28	
Taxes sur les corporations.....	9.44	
Licences d'hôtels et de magasins, etc.....	5.41	25.13
<hr/>		
Autres revenus ordinaires.....		10.95
		<hr/>
		100%

DÉPENSES

Instruction publique.....	11.13	
Voirie et mines.....	23.38	
Travaux publics et travail.....	4.33	
Agriculture.....	9.67	
Terres et forêts.....	5.58	
Colonisation.....	7.62	61.71
<hr/>		
Administration de la justice.....	6.00	
Gouvernement civil.....	6.33	12.33
<hr/>		
Intérêts et fonds d'amortissement.....		14.24
Autres dépenses ordinaires.....		11.72
		<hr/>
		100%

L'analyse de ces pourcentages illustre le fait que les principales diminutions du revenu, comparativement à celui de l'année fiscale terminée le 30 juin, 1931, concernent les droits sur les successions et les recettes provenant des terres et forêts, qui ensemble accusent une diminution d'à peu près 7%, comparativement aux revenus de l'année précédente.

Quant aux dépenses, les réductions notables du pourcentage concernent la voirie et les mines—5%, et les travaux publics et le travail, 3%.

ANNÉE COURANTE

Les recettes provenant des revenus ordinaires, pendant les six mois terminés le 31 décembre, 1932, sont inférieures à celles qui ont été perçues pendant la période correspondante de l'année fiscale précédente, alors que, par suite des nombreuses demandes faites au gouvernement, les dépenses ordinaires n'ont pas diminué dans la même mesure, mais, étant donné que la proportion la plus considérable de nos revenus devient due

pendant les six derniers mois de notre année fiscale, il est encore trop tôt pour que l'on puisse faire des prédictions exactes, en ce qui regarde la question de savoir si le modeste surplus, prévu dans le discours sur le budget de la dernière session, sera atteint.

PRÉVISIONS DE 1933-34

Le budget des recettes et des dépenses de l'année fiscale finissant le 30 juin, 1934, qui doit être soumis à l'approbation de cette Chambre, a été préparé avec soin, en tenant compte des conditions financières existantes, d'après les rapports des ministres des différents départements du service civil, et les sommaires en sont les suivants:—

Recettes ordinaires probables.....	\$ 34,304,286 32
Dépenses ordinaires probables.....	34,242,071 50
Surplus.....	\$ 62,214 82

Les éléments qui ont présidé à la préparation du budget de l'année 1933-34 sont les suivants:—

1. Attention donnée aux services raisonnables et essentiels;
2. Conservation des biens de la Province, tels que les forêts, les routes et, par dessus tout, les biens primordiaux qui se rattachent à l'encouragement de l'enseignement et à l'amélioration de l'hygiène publique;
3. Continuation des travaux déjà commencés et autorisés, afin de permettre au gouvernement de maintenir sa politique de secours indirects aux chômeurs.
4. Stricte économie,—celle que nous dicte l'époque où nous vivons.

DETTE PUBLIQUE

En consultant les comptes publics, vous remarquerez que la dette consolidée nette, au 30 juin, 1932, s'est,—quant à celle du 30 juin, 1931,—augmentée de \$6,442,571.99, par suite de la vente, effectuée au cours de décembre, 1931, de \$7,750,000.00 d'obligations de cinq ans à 5%, échéant le 1er novembre, 1936, émises en vertu de la Loi de la voirie, ces obligations étant payables, quant au principal et aux intérêts, en monnaie légale du Canada.

Cette transaction,—à part l'emprunt du service national du gouvernement du Dominion, constitue le seul emprunt gouvernemental effectué, en 1931, après que l'Angleterre eût abandonné l'étalon d'or, et le prix que nous avons reçu, 99 et l'intérêt accru, équivaut au prix approximatif de 98 $\frac{1}{4}$, reçu par le gouvernement du Dominion, en novembre, 1931, pour les obligations de l'emprunt national de cinq ans à cinq pour cent, qui ont été offertes au public au prix de 99 $\frac{1}{4}$.

Grâce à cette vente, nous avons pu nous abstenir de toute demande d'emprunt sur le marché, pendant la période subséquente du coût élevé des emprunts publics, au cours de laquelle nos voisins, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick, ont vendu à peu près \$45,000,000. et \$10,000,000. respectivement, à des prix variant d'un peu plus de 6% à près de 5.90%.

Durant la même période des hauts prix, les provinces de l'Ouest ont émis des obligations à 6%, qui ont été vendues en détail au public, sur une base de rapport de 6½%, et la cité de Montréal est aussi revenue au coupon de 6% et a vendu à peu près \$38,000,000. d'obligations, qui ont été détaillées pour rapporter 6% ou plus.

Les \$7,750,000. d'obligations de cinq ans à 5%, de la Province de Québec, représentaient partie d'une émission autorisée de \$10,000,000. et, en juillet, 1932, nous avons pu vendre à nos banquiers la balance de \$2,250,000., au même prix que celui que nous avons touché pour les \$7,750,000., savoir 99 et l'intérêt accru.

Pour bien mettre en lumière la situation de la Province, en ce qui regarde son crédit, il est intéressant de remarquer que, dans son édition du 26 novembre, 1932, le **Financial Post**, dans un article intitulé: "Les prix des obligations du Canada diminuent rapidement", déclare: "Québec s'est abstenu de toute demande d'emprunt sur le marché, cette année, mais un emprunt ne serait pas difficile pour cette Province, étant donné sa position solide, quant au crédit, et qui lui permettrait d'emprunter de l'argent à un taux inférieur même à celui du gouvernement du Dominion".

La dette consolidée n'a été aucunement augmentée jusqu'au 11 janvier de cette année, alors que nous avons demandé des soumissions pour \$9,000,000. d'obligations de la Province de Québec, de trente ans, à 4½%, avec fonds d'amortissement, payables en monnaie légale du Canada, et nous avons reçu du syndicat de la Banque de Montréal un prix de 97.119, représentant, pour la Province, un prix à base d'à peu près 4.67%.

Cette vente constituait le premier emprunt important contracté par un gouvernement, depuis plusieurs mois, et dont l'émission était vendue immédiatement à l'enchère, attendu que la plupart des ventes susdites de gouvernements, en 1932, y compris l'émission du gouvernement du Dominion, en novembre de cette année, avaient été distribuées par les courtiers de placements, à commission, et sans engagement de leur part.

En ce qui regarde notre vente, il me fait plaisir de citer l'appréciation qu'en a faite le **Financial Post**—et qui a paru dans son édition du 14 janvier, 1933; la voici: "Nul autre emprunteur au Canada, sauf le gouvernement du Dominion seulement, n'aurait pu obtenir actuellement un aussi bon prix".

Je suis fier de le déclarer, les demandes d'achat ont été si nombreuses que les acheteurs de notre émission ont déclaré les obligations vendues, dans les quarante-huit heures, et elles ont déjà été cotées à un prix excédant celui de l'émission.

En même temps que la vente, nous avons reçu de nos banquiers, la Banque de Montréal et la Banque Canadienne Nationale, une offre de 99.53 pour \$7,000,000.00 de billets de deux ans à 4%, représentant un prix à base de 4.25%, et cette offre a été acceptée.

Cette vente nous semble aussi pouvoir soutenir favorablement la comparaison avec la vente effectuée en novembre, 1932, par le Dominion du Canada, de billets de trois ans à 4%, offerts au public à un rendement de 4.28% et qui doit avoir représenté, pour le gouvernement du Dominion, un prix d'au moins 4½%.

EMPRUNTS TEMPORAIRES

Au cours de l'année fiscale terminée le 30 juin, 1932, en vertu de l'article 21 du chapitre 20 des Statuts refondus de Québec, 1925, et de l'arrêté en conseil No 850 en date du 7 avril, 1932, nous avons, le 7 avril, contracté des emprunts temporaires s'élevant à \$10,000,000., garantis par des billets du trésor et payables quatre-vingt-dix jours après cette date.

Ces emprunts, qui ont été remboursés à échéance, ont été contractés afin de rembourser temporairement au fonds consolidé du revenu de la Province une partie des avances considérables faites pour des dépenses dont les fonds doivent être finalement, en vertu des lois qui les autorisent, obtenus par des emprunts permanents, savoir:—

Loi de la voirie, \$17,280,175.75; endiguement des eaux de la rivière Métis, \$349,088.25; endiguement des eaux du lac Kénogami, \$4,560,271.20; ponts de l'Île Perrot, \$731,793.77; annexes des palais de justice de Québec et de Montréal, \$500,000. et \$3,000,000. respectivement, etc.

Comme conclusion, veuillez me permettre d'exprimer combien j'apprécie le travail qu'accomplissent mes collaborateurs du département du trésor.

Nous avons tous, en Canada, raison d'être fiers de nos banques légalement constituées, en ce qui regarde la façon dont elles ont résisté à la tourmente des trois dernières années et contribué au maintien de notre crédit à l'étranger. Les dépôts d'épargne amassée par nos concitoyens, grâce à leur esprit d'économie, ont toujours été disponibles, pour faire face à la demande. Cet état de choses a été l'un des éléments les plus importants de stabilisation, quant à la situation économique générale du Canada, dans son ensemble.

Le tempérament de la population de notre province est essentiellement sain. Les principales caractéristiques de ce tempérament sont le respect de la loi et de l'ordre, l'économie, la sobriété, l'amour du travail et le courage.

Travaillons à maintenir ces qualités inhérentes, en nous rappelant que le caractère constitue la base d'une bonne réputation.

Les problèmes et les embarras de la dépression financière ne sont pas encore résolus et les méthodes que plusieurs personnes préconisent actuellement n'ont jamais été des remèdes aux dépressions du passé.

Les dépenses outrées de certains gouvernements, l'inflation, les garanties inconsidérées d'autres gouvernements, d'industries et d'institutions, pour venir en aide à la production agricole, et des expédients tels que la

prime sur le blé n'ont jamais eu de succès comparables à ceux du retour à la simplicité des principes premiers, c'est-à-dire à un genre de vie limité aux moyens de chacun, et je vous demande votre concours afin de garantir que cette province, qui est la nôtre, continuera d'ouvrir la marche vers le maintien de ces principes premiers et leur application vigoureuse, en ce qui regarde du moins les choses qui nous concernent.

Tous ceux qui méritent et ont réellement besoin d'être secourus doivent être et peuvent être assistés,—mais, afin de retrancher toutes dépenses inutiles, nous devons rigoureusement élaguer toutes les dépenses des services qui ne sont pas absolument nécessaires et toutes les demandes d'octrois de diverses natures, afin que nous puissions continuer d'être les dirigeants d'une saine administration financière. Et puis, en n'imposant pas de nouvelles taxes, pendant cette session, nous pouvons contribuer à faire naître la confiance chez ceux qui en supportent actuellement le fardeau.

Je propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.



PROVINCE DE QUÉBEC
Recettes et Dépenses Probables
1933 - 1934

RECETTES PROBABLES, 1933-34

DOMINION DU CANADA:

Subside d'après population en vertu de l'acte de l'A. B. du N., 1907.....	\$2,224,553.00	
Allocation spéciale en vertu de l'acte de l'A. B. du N., 1907.....	240,000 00	
		2,464,553 00

INTERET:

Intérêt sur fonds d'amortissement placés.....	\$ 464,532 04	
Intérêt sur prêts et dépôts.....	348,000 00	
Intérêt sur comptes Dominion du Canada.....	188,360 68	
		1,000,892 72

TERRES ET FORETS.....		3,500,000 00
MINES.....		400,000 00
PECHERIES ET CHASSE.....	351,800 00	
TERRES DE LA COURONNE.....	5,000 00	
		356,800 00

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE:

Timbres judiciaires et honoraires judiciaires.....	800,000 00	
Fonds des bâties et des jurés.....	25,000 00	
Entretien des prisonniers.....	12,000 00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec.....	4,000 00	
Honoraires du grand connétable, Québec.....	2,400 00	
Jeunes délinquants.....	6,500 00	
		849,900 00
Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés)		300,000 00
Licences.....		2,250,000 00
Loi des liqueurs alcooliques (compte de la vente).....		5,000,000 00
Loi des vues animées.—Revenu.....		25,000 00
Taxes sur les corporations commerciales, etc.....		3,200,000 00
Taxes sur profits des corporations commerciales.....		600,000 00
Droits sur les successions.....		3,000,000 00
Taxes en vertu de 12 George V, chap. 90 (saisine).....		10,000 00
Loi des droits sur certaines mutations de propriétés, S. R. Q., chap. 28....		50,000 00
Taxes sur les transferts d'actions, obligations, etc.....		300,000 00
Loi concernant les véhicules automobiles.....		4,500,000 00
Gazoline—Droits et honoraires.....		5,500,000 00
Loi des ingénieurs stationnaires de Québec—Honoraires.....		26,700 00
Loi concernant la protection des édifices publics contre les incendies.....		150,000 00
Loi concernant les détectives privés—Revenu.....		1,000 00
Loi pour prévenir les incendies—Taxe en vertu de 3 Geo. V, chap. 38....		30,000 00
Pourcentage sur honoraires d'officiers publics.....		15,000 00
Législation.....		15,000 00
Affaires municipales.....		15,000 00
Loyers des édifices publics.....		2,440 60
Taxes et honoraires re Loi des compagnies.....		125,000 00
Loi des assurances, revenu.....		135,000 00
Loi des compagnies de fidéicommiss, revenu.....		7,000 00
Taxes sur les subventions de chemins de fer.....		10,000 00
Ponts de péages—Revenu.....		300,000 00
Honoraires divers, amendes, confiscations, etc.....		165,000 00

\$ 34,304,286 32

DÉPENSES PROBABLES, 1933-34

Dette publique.....	\$ 7,278,702 82
Législation.....	659,510 00
Gouvernement civil.....	2,347,843 00
Administration de la justice, etc.....	2,545,650 00
Instruction publique, etc.....	3,505,620 00
Affaires municipales.....	85,000 00
Asiles d'aliénés.....	1,239,511 05
Écoles de réforme et d'industrie.....	299,072 78
Hygiène.....	614,500 00
Travaux publics, (ordinaires).....	1,447,296 85
Travail.....	285,600 00
Agriculture.....	2,775,000 00
Voirie et mines.....	6,800,000 00
Terres et forêts.....	1,308,000 00
Colonisation, chasse et pêcheries.....	1,697,000 00
Institutions de bienfaisance.....	23,865 00
Charges sur le revenu.....	755,200 00
Services divers.....	574,700 00
	<hr/>
	\$34,242,071 50